



TRADE UNION ADVISORY COMMITTEE
TO THE ORGANISATION FOR ECONOMIC
COOPERATION AND DEVELOPMENT
COMMISSION SYNDICALE CONSULTATIVE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

LE SOMMET DU G8 À L'AQUILA ÉVALUATION DU TUAC Juillet 2009

Synthèse du Sommet

1. Le sommet du G8 à L'Aquila s'est déroulé sur fond de craintes d'une crise mondiale de l'emploi de plus en plus grave, malgré l'annonce de signes de reprise économique. Alors que les chiffres publiés par le Fonds monétaire international (FMI) à la veille du Sommet prévoient une faible reprise en 2010, ils indiquent également que « *le taux de chômage atteindra au moins 10 % dans certains pays, ce qui freinera les salaires et les dépenses des ménages, et présentera de sérieux problèmes aux pouvoirs publics* »¹. Les prévisions auparavant publiées par l'Organisation internationale du travail prévoyaient une augmentation du chômage, avec jusqu'à 59 millions de sans-emploi supplémentaires dans le monde, d'ici à fin 2009².

2. Les réunions du G8 ont été suivies de celles du G13-G14, ainsi que d'une réunion du Forum des économies majeures (FEM) sur le changement climatique. Plus de 40 pays³ et organisations internationales⁴ ont participé au Sommet, y compris le directeur général de l'OIT. Le Sommet a présenté une déclaration économique de 40 pages intitulée « *Responsible Leadership for a Sustainable Future* » (Des dirigeants responsables pour un avenir durable) composée des sections suivantes : *Crise économique et financière : sur la voie de la reprise* (§ 7-59) ; *Utilisation durable des ressources naturelles* ; *Changement climatique, énergie et technologie propres* (§ 60-93) ; *Développement et Afrique* (§ 94-134). Des déclarations sur l'eau, la nourriture et la sécurité alimentaire ont également été publiées, de même qu'une déclaration commune du G13 sur la « *Promotion de l'agenda mondial* » et une déclaration du FEM sur le changement climatique.

3. Une délégation syndicale composée des trois confédérations syndicales italiennes et du TUAC (représentant également la CSI) a assisté au Sommet et rencontré Luiz Inácio Lula da Silva, président du Brésil, et Juan Somavía, directeur général de l'OIT, en marge de la réunion. Ils ont envoyé un message fort sur la nécessité de convier les syndicats au débat dans les nouvelles structures de gouvernance mondiale, notamment lors du prochain sommet du

¹ Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour, Fonds monétaire international, 8 juillet 2009, <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2009/update/02/pdf/0709f.pdf>

² Tendances mondiales de l'emploi, mise à jour, Organisation internationale du travail, 31 mai 2009.

³ Allemagne, Canada, États-Unis, Fédération de Russie, France, Italie, Japon, Royaume-Uni (G8), Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique (G5), Égypte ; Australie, Danemark, Indonésie, République de Corée (Forum des économies majeures) ; Angola, Algérie, Nigeria, Sénégal, NEPAD (Éthiopie), Union africaine (Libye) ; Pays-Bas, Espagne et Turquie.

⁴ Notamment : Nations Unies (ONU) ; Fonds monétaire international (FMI) ; Banque mondiale ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ; Agence internationale de l'énergie (AIE) ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; Fonds international pour le développement agricole (FIDA) ; Programme alimentaire mondial (PAM) ; Organisation internationale du travail (OIT).

G20 qui se déroulera à Pittsburgh, les 24 et 25 septembre 2009 – une proposition soutenue par le président Lula.

4. Cette réunion a fait suite à une consultation tripartite qui avait eu lieu avant le Sommet entre le Premier ministre italien Silvio Berlusconi, hôte du Sommet, les patronats et une délégation syndicale du G8. Les syndicats ont appelé à une action urgente pour s'attaquer à la crise mondiale de l'emploi et en briser le cercle vicieux : la hausse du chômage aggrave la crise à cause de ses répercussions sur la demande, lesquelles entraînent des licenciements et donc de nouvelles augmentations du chômage. Ils ont également souligné l'importance de renforcer le dialogue social pour résoudre cette crise. Lors du Sommet du G8, la délégation a présenté la déclaration syndicale « *Placer l'emploi et l'équité au cœur de la relance : le rôle du G8* »⁵, qui expose les recommandations des syndicats dans cinq domaines prioritaires :

- Les emplois et les revenus ;
- La réforme du système financier, des finances publiques et de la fiscalité ;
- La gouvernance mondiale ;
- Le développement ;
- Le changement climatique.

La synthèse des principales exigences des syndicats, incluse dans la documentation du Sommet, se trouve en *Annexe I* de la présente évaluation et la liste des documents du Sommet se trouve en *Annexes II et III*.

Synthèse de l'évaluation

5. La déclaration économique du Sommet, intitulée « *Responsible Leadership for a Sustainable Future* » ne donne pas la priorité aux actions nécessaires pour sortir l'économie mondiale de la crise. Les engagements sur l'emploi et la protection sociale sont positifs, de même que la plus grande implication de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans le processus du G8 et le fait de reconnaître la pertinence du « Pacte mondial pour l'emploi », « *pour répondre à la crise au niveau mondial et renforcer les dimensions sociales de la mondialisation* ». Toutefois, il n'existe aucune volonté explicite de mettre à disposition les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs en matière d'emploi et de protection sociale, bien que l'attention portée à la protection des taux d'imposition constitue une avancée encourageante.

6. Concernant la réforme financière, le G8 n'a pas saisi l'occasion de faire avancer l'agenda, en restant largement dans les limites du plan d'action du G20 existant. La promesse de mettre en œuvre « rapidement » le plan d'action du G20 et d'assurer la transparence et la responsabilité dans les plans de sauvetage des banques est conforme aux demandes syndicales.

7. En matière de gouvernance, les pays du G8 ont convenu d'une stratégie pour créer le Cadre de Lecce portant sur « *la décence, l'intégrité et la transparence dans les interactions économiques* ». En revanche, les références au renforcement de l'éthique professionnelle et aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sont très insuffisantes.

⁵ La déclaration syndicale internationale au sommet du G8 à L'Aquila est disponible sur http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/04/E0/document_doc.phtml

8. En matière de développement, le G8 a une fois de plus confirmé ses promesses sur l'aide, mais en y joignant cette fois un Cadre de responsabilité du développement, qui sera finalisé en 2010. Avec l'engagement de rendre des rapports, en 2010, sur les étapes nécessaires pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ce sera une grande avancée, à condition que ledit Cadre soit effectivement mis en œuvre. Nous accueillons très favorablement la « *Déclaration commune de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale* », qui préconise une approche globale de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire, notamment « *une augmentation des offres d'emploi et de travail décentes, des connaissances et de la formation [...] et un soutien à une réforme de la bonne gouvernance et des politiques* ».

9. Sur le changement climatique, les pays du G8 se sont, pour la première fois, collectivement engagés à limiter l'augmentation du réchauffement à 2 °C. Mais contrairement aux recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ils n'ont pas réussi à fixer les objectifs à moyen terme requis pour parvenir à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2050. Les dirigeants du G8 ont également négligé la question de la transition et celle du *comment* passer à une économie à faibles émissions de CO2 d'une manière juste pour les travailleurs et les communautés qui dépendent de secteurs consommant beaucoup de ressources. Plus important, à cinq mois de l'ouverture des négociations de l'ONU sur le changement climatique à Copenhague, les pays du G8 ne sont pas parvenus à prendre les engagements financiers nécessaires pour permettre aux pays en développement de s'adapter aux changements climatiques. De tels engagements sont pourtant essentiels pour impliquer ces pays en développement et garantir un résultat ambitieux et équitable à Copenhague.

10. Sur le long terme, les pays du G8 préconisent une stratégie qui « *conduira l'économie mondiale vers une croissance stable, équilibrée et durable* » et soulignent l'importance de la « *dimension sociale de la croissance* », de la promotion de l'emploi et la protection sociale.

Étapes suivantes

11. Le sommet du G8 de L'Aquila restera très probablement un événement de transition, caractérisé par une plus grande participation des pays et des organisations internationales, et marquant donc un passage vers un processus futur plus représentatif. Les syndicats ont longtemps appelé à une gouvernance plus inclusive de l'économie mondiale, avec la participation des travailleurs aux principaux forums de prise de décision. L'attention doit à présent se porter sur le sommet du G20 de Pittsburgh qui, selon les syndicats, devra être un « *sommet de l'emploi* » centré sur la réduction des inégalités et l'éradication de la pauvreté.

Emplois et revenus (§ 36-38)

12. Global Unions avait demandé au G8 de prendre de nouvelles mesures de relance et de se concentrer davantage sur le maintien et la création d'emplois, ainsi que sur la fourniture d'une protection sociale adéquate. Le groupement avait également souligné la nécessité de mettre en œuvre les recommandations du « *sommet social* » du G8, à Rome, et de prendre des mesures immédiates pour combattre les risques de déflation salariale et renverser la tendance à l'augmentation des inégalités de revenus. Les dirigeants du G8 avaient, en outre, été appelés à approuver le Pacte mondial pour l'emploi adopté à l'OIT en juin 2009, par les syndicats, les patronats et les gouvernements.

13. La déclaration du G8 présente une volonté encourageante de s'attaquer à la « *dimension sociale de la crise, en mettant la priorité sur les inquiétudes de la population* ». Elle affirme son soutien aux conclusions du sommet social de Rome, du G20 et de la Conférence sur l'emploi de Londres et souhaite prendre des « *mesures pour réduire l'impact de la crise sur l'emploi et augmenter le potentiel de croissance des emplois* » sur la base des principes suivants (§ 36) :

- promouvoir des politiques du travail actives pour réduire le chômage, améliorer le développement des compétences, maintenir les aides aux revenus des sans-emploi et soutenir le travail existant, y compris au moyen de mesures de chômage partiel combinées à des dispositifs de formation et des emplois flexibles temporaires ou à d'autres mesures, comme par exemple les subventions à l'emploi, afin d'empêcher les licenciements (§ 36a) ;
- assurer la pérennité et l'efficacité des systèmes de protection sociale (§ 36b) ;
- la nécessité, pour les organisations internationales, telles que l'OCDE, le FMI et l'OIT, de prendre en compte les conséquences humaines et sociales des conseils qu'elles prodiguent aux gouvernements (§ 36c).

14. La déclaration reconnaît la pertinence du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT pour répondre à la crise au niveau international et son rôle dans le renforcement de « *la dimension sociale de la mondialisation* ». En outre, elle demande aux gouvernements et aux entreprises de ne pas « *se servir de la crise pour ne pas respecter les droits des travailleurs ou réduire les protections des travailleurs* » et s'engage « *à promouvoir l'emploi et la protection sociale au niveau mondial, ainsi que l'observation des droits au travail internationalement reconnus, tels que reflétés dans la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi* ».

15. Sur le plan de la « *relance verte* » (§ 39), les dirigeants du G8 ont clairement admis le potentiel des paquets fiscaux pour créer des emplois à court et moyen terme en encourageant une croissance à faibles émissions de CO₂, peu consommatrice d'énergie et durable. Ils affirment également leur engagement à « *accélérer la transition vers des modèles de croissance plus durables* ». Cependant, ils ne font aucune référence à la nécessité de gérer cette transition de manière juste, conformément à l'appel des syndicats en faveur d'une « *transition juste* » (voir § 28 ci-dessous).

16. Dans l'ensemble, alors que la déclaration présente des engagements positifs en matière d'emploi et de protection sociale, des questions subsistent quant à savoir si les gouvernements débloqueront les ressources nécessaires à leur mise en œuvre. Seuls quatre paragraphes évoquent l'emploi, contre quinze consacrés aux échanges, à l'investissement, à l'innovation et aux droits de propriété intellectuelle. Cela montre que les impacts de la crise sur les emplois et les revenus n'ont pas été placés au centre des débats lors du Sommet. Il est par conséquent nécessaire de changer de priorité, compte tenu des taux de chômage élevés et en augmentation, d'autant plus que ces taux ne prennent pas en compte les travailleurs ayant conservé leur emploi en acceptant de travailler moins ou de prendre un congé sans solde, ni l'évolution de la qualité des emplois et les niveaux de sous-emploi. La crise mondiale de l'emploi est donc plus importante que ce que suggèrent les chiffres du chômage.

Réforme du système financier, (§ 14-15, § 24-25), des finances publiques et de la fiscalité (§ 16-21, § 130)

17. En matière de réforme du système financier, Global Unions avait demandé au G8 de concrétiser l'engagement du G20 de revenir à la réglementation du système financier et de résoudre le problème d'insolvabilité des banques, grâce à des mesures garantissant une transparence totale sur les « actifs toxiques », y compris, si nécessaire, en ayant recours à la nationalisation, afin de « protéger l'intérêt général ».

18. La déclaration du G8 se contente en grande partie d'énumérer les engagements existants pris en avril au sommet du G20, à Londres, et de définir le mandat du Conseil de stabilité financière (FSB) (§ 24). Elle souligne que les membres du G8 « *mettent rapidement en œuvre* » ces mesures, notamment, entre autres : la rémunération des banquiers et des traders, les règles prudentielles dans le secteur bancaire, la titrisation des créances, les normes comptables et les agences de notation du crédit. À noter que le texte met l'accent sur la nécessité de « *réguler et surveiller les fonds spéculatifs présentant une importance systémique* ». Cet accent sur la régulation est important, compte tenu des efforts du secteur en faveur d'une autorégulation basée sur des codes de conduite volontaires (également évoqués dans le plan d'action du G20). On peut se féliciter qu'à la différence du G20, la déclaration du G8 traite de la gestion de la crise d'insolvabilité des banques par les gouvernements et les banques centrales, ainsi que de la nécessité de transparence dans les sauvetages en cours. En effet, Global Unions avait fait part de son inquiétude suite à l'échec du G20 à régler la question du sauvetage des banques. Le G8 affirme qu'il est crucial de « *traiter avec fermeté les actifs décotés et de recapitaliser les institutions financières viables* », sur la base de « principes communs et d'une évaluation objective et transparente de ces actifs » (§ 15). Dans la mesure où la réforme du système financier relève avant tout de la responsabilité du G20, on n'attendait pas de grandes déclarations du G8 à ce sujet. C'est cependant une occasion manquée.

19. Par ailleurs, Global Unions avait appelé le G8 à prendre des mesures pour élargir l'assiette d'imposition, en renforçant l'intégrité du système fiscal et en s'engageant sur la voie d'une fiscalité progressive, tout en mettant fin aux paradis fiscaux.

20. La déclaration du G8 apporte son soutien au travail de l'OCDE et de son Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements⁶, ainsi qu'au Groupe d'action financière (GAFI)⁷ (§ 16-21). Elle souligne la nécessité de protéger les bases d'imposition « *compte tenu notamment des exceptionnelles mesures fiscales adoptées* » par les gouvernements pour financer les paquets fiscaux et les sauvetages (§ 16). Elle approuve les engagements pris le 23 juin 2009 à la conférence de Berlin, organisée par la France et l'Allemagne⁸, engagements qui comprennent l'élargissement du Forum mondial de l'OCDE, l'introduction d'une procédure de révision par les pairs, l'accélération de la mise en application effective des normes sur l'échange de renseignements, la transformation des conventions fiscales bilatérales actuelles en conventions multilatérales, le soutien à la participation des pays en développement et l'élaboration de sanctions contre les pays qui ne respectent pas les normes (§ 17). La déclaration du G8 salue le lancement du Forum africain sur l'administration fiscale (ATAF) en 2009, qui dérive du Forum du dialogue fiscal

⁶ <http://www.oecd.org/dataoecd/50/0/42704399.pdf>

⁷ <http://www.fatf-gafi.org>

⁸ <http://www.oecd.org/dataoecd/51/38/43140770.pdf>

international de l'OCDE⁹ (§ 131). Contrairement à la conférence de Berlin, toutefois, le G8 n'exige pas la transparence totale des groupes financiers et des plans d'investissement collectifs (c.-à-d. les fonds spéculatifs, le capital-investissement, mais aussi les fonds de pension). Nous sommes déçus de constater que l'on continue de se focaliser sur des systèmes d'échange de renseignements « à la demande » et non sur des systèmes automatiques. La déclaration n'aborde pas le rôle de l'ONU et de son Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale¹⁰. Elle n'évoque pas non plus la nécessité de disposer de mécanismes, y compris au sein du FSB, permettant une consultation syndicale efficace.

Gouvernance mondiale (§ 27, § 53, § 131)

21. La déclaration de Global Unions demandait au G8 de combler les lacunes dans la structure de gouvernance mondiale et la conduite des affaires internationales en renforçant les instruments existants et en plaçant le travail décent au centre de nouveaux cadres de viabilité. Elle soulignait également la nécessité de changer de paradigme pour le modèle économique sous-jacent.

22. Sur le plan de l'intégrité des marchés, le G8 a confirmé son engagement d'augmenter « *la décence, l'intégrité et la transparence dans les interactions économiques* » en créant le « Cadre de Lecce », sur la base d'initiatives existantes (§ 27). Ce cadre se concentre à juste titre sur la gouvernance d'entreprise, l'intégrité des marchés, la réglementation et la supervision financières, la coopération fiscale et la transparence des politiques et des données macroéconomiques. Toutefois, il est essentiel que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales soient le plus tôt possible entièrement incorporés à ce cadre. Une large participation – et appropriation –, par les pays, de cette initiative est essentielle. À cet égard, nous accueillons avec satisfaction l'engagement du G8 à tendre vers « *un forum élargi, incluant le G20 et plus* ». Nous insistons également sur la nécessité de surveiller ce cadre. Ces lacunes devront être abordées au sommet du G20 de Pittsburgh où, en outre, le travail décent devra constituer une partie centrale des débats sur la gouvernance mondiale et la Charte pour une activité économique durable.

23. Concernant le débat sur l'investissement ouvert, la déclaration reconnaît la nécessité de promouvoir des pratiques commerciales responsables (§ 53). Elle préconise également que « *toutes les firmes opérant dans le secteur des industries extractives et dans les régions où la gouvernance est faible adoptent des principes de responsabilité sociale des entreprises, tels que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales* » (§ 131c). Dans l'ensemble, pourtant, les engagements pris pour améliorer la conduite des entreprises sont extrêmement limités, par rapport aux précédentes déclarations du G8, notamment à Heiligendamm. Ils se bornent en effet à promouvoir les principales normes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et à saluer les mesures prises par les organisations, dont l'OIT, l'OCDE et le Pacte mondial, pour accroître la coopération et améliorer la cohésion. La déclaration ne mentionne pas la priorité plus importante consistant à renforcer l'efficacité de ces instruments au moyen d'un suivi rigoureux et d'un accès à des mécanismes de recours et de sanction. La promesse d'« *approuver les principes communs pouvant servir de base à un processus plus structuré et élargi menant à un cadre multilatéral commun* » pour investir et pour évaluer l'étude de faisabilité du lancement, en un an, d'un processus commun, fait également l'objet de préoccupations (§ 52). La déclaration n'évoque

⁹ www.itdweb.org

¹⁰ <http://www.un.org/esa/ffd/tax/>

pas du tout les éléments requis pour garantir l'investissement durable. Il faudra suivre cela de près.

24. Au chapitre de la corruption (§ 30), la déclaration réitère les appels antérieurs du G8 enjoignant tous les pays à ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), tout en omettant de souligner que l'Allemagne, l'Italie, hôte du G8, et le Japon font partie des pays concernés. Fait important, elle appelle à l'adoption d'un mécanisme de révision « *efficace, transparent et inclusif* » lors de la troisième Conférence des États parties devant se tenir à Bali en novembre 2009. Les pays du G8 approuvent également le système de suivi « permanent » de la Convention anti-corruption de l'OCDE et encouragent l'accession par les autres grandes économies. Aussi s'engagent-ils à renforcer l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (initiative StAR) (§ 32). L'augmentation des rapatriements d'avoirs volés est particulièrement importante du fait de la baisse des flux financiers extérieurs vers les pays en développement. Nous saluons le rôle de l'OCDE dans l'élaboration du « Compte rendu des activités : examen de la mise en œuvre des engagements du G8 en matière de lutte contre la corruption » (§ 34), qui est désormais un outil permanent, et demandons à l'OCDE de mener cet exercice de manière participative.

25. Au-delà de la reprise, à long terme, les pays du G8 préconisent une stratégie qui « *conduira l'économie mondiale vers une croissance stable, équilibrée et durable* » et soulignent l'importance de la « *dimension sociale de la croissance* », y compris la promotion de l'emploi, la mise à jour des compétences et des réseaux de sécurité sociale et l'aide aux revenus. Ceci est plus positif que les discussions ayant lieu dans d'autres forums sur les stratégies de sortie, et qui indiquent un retour « à la normale ».

Développement¹¹ (§ 94-134)

26. Nous saluons la volonté de réformer le FMI et d'augmenter la représentation des pays en développement. Nous sommes également satisfaits de la référence aux actions contre-cycliques. Toutefois, nous regrettons que la nécessité de réformer la conditionalité du FMI ne soit pas reconnue, alors que cela favoriserait la reprise économique dans les pays frappés par la crise sans pour autant réduire les dépenses publiques.

27. Global Unions avait appelé le G8 à honorer ses promesses passées sur l'aide publique au développement (APD) et éviter de lier/déliier l'aide ; soutenir la réforme du cadre de conditionalité des Institutions financières internationales (IFI) et l'extension de l'allègement de la dette ; assurer la sécurité alimentaire, y compris s'attaquer au modèle dominant des agro-industries ; placer le travail décent au centre de l'aide au développement, en se concentrant en particulier sur les femmes ; investir dans les services publics incluant l'éducation et les travailleurs sociaux, et soutenir la participation des travailleurs aux projets liés à l'eau et à l'assainissement ainsi que les partenariats public-public.

28. En matière d'aide, le G8 a de nouveau promis d'honorer son engagement d'augmenter l'aide publique au développement (APD) (§ 100). Pour l'Afrique, cela signifie une hausse de 25 milliards USD de l'APD (de l'ensemble des donateurs) par an d'ici 2010, par rapport à

¹¹ Le développement est abordé dans la section finale Développement et Afrique : promouvoir une mondialisation durable et inclusive, section divisée en dix sous-sections incluant : Dirigeants responsables pour un avenir durable ; Capitaliser sur Monterrey et Doha : une approche plus « globale » du développement ; Renforcer les mécanismes de coordination pour la paix et la sécurité en Afrique ; Promouvoir une gouvernance efficace ; Consolider le secteur privé.

2004, pour une augmentation globale de l'APD de 50 milliards USD par an. Étant donné l'incapacité répétée de tenir les promesses passées, le G8 est en train de développer un Cadre de responsabilité du développement (CRD) (§ 98), qui sera finalisé en 2010 et qui devrait servir à mieux honorer les engagements, s'il est correctement mis en place¹². Le G8 a également promis de rendre des rapports, en 2010, sur les étapes nécessaires pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (§ 98).

29. La déclaration accorde une grande priorité à la sécurité alimentaire, reconnaissant que les prix des matières premières et des aliments demeurent élevés et que le nombre de personnes souffrant de la faim a dépassé le milliard. Elle se concentre à juste titre sur la nécessité d'un investissement accru dans l'agriculture, l'éducation, les systèmes de recherche, les connaissances scientifiques et la technologie, et soutient ainsi un processus gouvernemental d'amélioration de la production et du capital humain (§ 113.a). Elle prend également d'importants engagements pour consolider les mécanismes de protection sociale et les réseaux de sécurité pour les populations pauvres et vulnérables (§ 113.d), ce qui est conforme à la politique des syndicats. Nous accueillons très favorablement la « *Déclaration commune de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale* », qui préconise une approche globale de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire, notamment « *l'augmentation des offres d'emploi et de travail décent, des connaissances et de la formation [...] et le soutien à une réforme de la bonne gouvernance et des politiques* ». Un tournant qui, s'il est passé avec succès, améliorera le développement rural et aidera des millions de travailleurs agricoles, dont les droits sont souvent ignorés, à résister à plus long terme. La déclaration reconnaît la nécessité d'« *améliorer l'accès à la nourriture en générant et distribuant les revenus de manière plus équitable, en créant des emplois et en offrant des perspectives de revenus dans les pays en développement* ». Ce que n'a cessé de réclamer le mouvement syndical ces 12 derniers mois.

30. De manière controversée, le G8 prétend que la conclusion du Cycle de Doha favorisera une sécurité alimentaire plus efficace et cohérente (§ 113.c). Les syndicats considèrent que ce soutien au modèle dominant des agro-industries, modèle qui, dans les zones rurales de nombreuses régions du monde, a compromis les moyens de subsistance et les communautés, est une grande erreur. Si l'humanité ne doit plus souffrir de la faim, les questions clés de la vulnérabilité et de la volatilité des prix doivent être « *suivies et davantage analysées* », comme promis dans la déclaration commune.

31. Concernant les services publics, les pays du G8 ont lancé un « *partenariat Afrique-G8 consolidé sur l'eau et l'assainissement* », avec la promesse de renforcer la capacité des acteurs et des institutions au niveau local. En matière de santé, (§ 121) les pays du G8 ont pour objectif de « *renforcer les systèmes de santé en augmentant le personnel sanitaire, qui englobe les professionnels de santé et les agents de santé communautaires* ». Les pays du G8 « *encouragent* » l'Organisation mondiale de la santé (OMS) « *à développer, d'ici à 2010, le Code de pratique sur le recrutement international des personnels de santé* » (§ 121). Sur le plan éducatif, le G8 réaffirme son engagement envers les objectifs du mouvement Éducation pour tous (EPT) et son soutien à l'initiative Fast Track de mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous (initiative EPT-FTI), en comblant notamment le déficit de financement, tel que demandé dans la déclaration de Global Unions, mais il ne parvient pas à mobiliser de nouvelles ressources (§ 128).

¹² Un rapport de responsabilité préliminaire du G8 préparé pour la réunion présente quatre comptes rendus rédigés par des groupes d'experts dans les domaines de la sécurité alimentaire mondiale, de l'eau, de la santé et de l'éducation.

Changement climatique (§ 60-83)

32. La déclaration de Global Unions demandait aux dirigeants de G8 de veiller à ce que les mesures urgentes à prendre pour s'attaquer au changement climatique ne soient pas reportées ou dénaturées par la crise actuelle et que les gouvernements utilisent la réponse budgétaire à la crise pour faire avancer « l'agenda de la croissance verte ».

33. La déclaration annonce une volonté encourageante de limiter l'augmentation du réchauffement à 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, ce qui signifie que les pays développés sont prêts à réduire d'au moins 80 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2050. Alors que la déclaration reconnaît le travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), elle n'en suit pas les recommandations relatives aux objectifs à moyen terme devant être atteints au préalable, à savoir une diminution de 25 % à 40 % des émissions par rapport à 1990. En effet, elle ne prend pas l'engagement financier nécessaire pour accompagner l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement. D'après la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) et Oxfam, au moins 200 milliards USD seront nécessaires entre 2013 et 2017 pour planifier et mettre en œuvre cette adaptation dans les pays en développement. De tels engagements sont primordiaux pour faciliter l'implication dans le processus des pays en développement et pour garantir un résultat ambitieux et équitable à Copenhague.

34. Toutefois, la déclaration n'indique pas comment ces engagements seront mis en œuvre sur le terrain. Elle n'identifie pas non plus de mécanisme de « transition juste » visant à protéger les plus vulnérables contre les effets du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, ni de mesures d'atténuation. Ces stratégies « transitionnelles » doivent inclure, entre autres : des dispositions concernant la consultation des syndicats, des professionnels et de la société civile, des plans de sensibilisation et de développement des compétences, des politiques de protection sociale et une diversification économique. Une « transition juste » fournit les moyens de créer un consensus sur les mesures climatiques – les travailleurs ne doivent pas avoir à choisir entre l'environnement et leurs moyens de subsistance. Enfin, la déclaration ne considère pas les travailleurs et les syndicats comme des acteurs importants du changement dans ce processus.

35. Toutefois, il est positif de noter que la Déclaration évoque la vulnérabilité des personnes face aux effets du changement climatique. Étant donné que cette question est normalement abordée du point de vue de la vulnérabilité des pays, c'est un changement bienvenu, conforme à l'approche dite « priorité aux gens ». Les syndicats souhaiteraient voir cette approche élargie en un principe qui préconiserait l'équité, entre et au sein des pays, dans la mise en œuvre des politiques sur le changement climatique.

ANNEXE I

PLACER L'EMPLOI ET L'ÉQUITÉ AU CŒUR DE LA RELANCE : LE RÔLE DU G8

PRINCIPALES PROPOSITIONS DE LA DÉCLARATION DE GLOBAL UNIONS AU SOMMET DU G8 Italie, juillet 2009

1. Alors que la détérioration de l'économie mondiale se poursuit à une vitesse sans précédent, des salariés du monde entier, qui sont les victimes innocentes de cette crise, perdent leur emploi et leurs revenus. L'Organisation internationale du travail (OIT) prévoit, dans le monde, une augmentation du nombre de chômeurs de près de 59 millions d'ici à fin 2009. Le chômage dans les pays du G8 devrait probablement doubler dans les dix-huit prochains mois. Ces chiffres sont les plus mauvais jamais enregistrés et ils contrastent fortement avec de récentes analyses annonçant des « green shoots » (littéralement, les « bourgeons » de la reprise), le creux de la récession et les signes d'une relance.

2. En mars dernier, le sommet social qui réunissait des ministres du Travail du G8¹³ a reconnu que « de bonnes politiques macroéconomiques doivent être liées à des politiques sociales et d'emploi qui combattent le chômage ». Pourtant, selon un rapport de l'OIT sur les réponses à la crise dans plus de 40 pays, les plans de relance portent à ce jour une attention insuffisante à l'emploi et à la protection sociale, et seule la moitié des pays étudiés a annoncé des mesures de stimulation du marché du travail. Le G8 doit prendre des mesures pour corriger ces lacunes.

3. Il est urgent de rompre le cercle vicieux qui veut que les conséquences des pertes d'emploi, de revenus et de logement se conjuguent à la baisse des prix de l'immobilier pour alimenter la crise des marchés du crédit et réduire encore la demande, et donc augmenter davantage le chômage. Les organisations syndicales internationales en appellent aux dirigeants du G8 pour définir un plan international coordonné de relance et de croissance durable, qui soit axé sur l'emploi et qui réponde aux enjeux suivants :

- **Emplois et revenus :** Le G8 doit concrétiser les engagements du G20 en faveur de nouvelles mesures de relance et veiller à se concentrer davantage sur le maintien et la création d'emplois, ainsi que sur la fourniture d'une protection sociale adéquate. Les dirigeants se doivent de mettre en œuvre les recommandations du « sommet social » du G8 et prendre des mesures immédiates pour combattre les risques de déflation salariale et renverser la tendance à l'accroissement des inégalités de revenus. Les dirigeants doivent, en outre, approuver le Pacte mondial pour l'emploi adopté à l'OIT par les syndicats, les patronats et les gouvernements.
- **Réforme du système financier, des finances publiques et de la fiscalité :** Le G8 doit veiller à ce que les mesures annoncées par le G20 en faveur d'un retour à la réglementation du système financier soient immédiatement appliquées. Il doit résoudre les problèmes d'insolvabilité bancaire au moyen de mesures qui garantissent une

¹³ Sommet social du G8, Les gens d'abord : prendre en charge, ensemble, la dimension humaine de la crise.

transparence totale sur les « actifs toxiques » et qui protègent l'intérêt général. Le G8 doit également prendre des mesures pour élargir l'assiette d'imposition, en renforçant l'intégrité du système fiscal et en s'engageant sur la voie d'une fiscalité progressive, tout en mettant fin aux paradis fiscaux.

- **Gouvernance mondiale :** Le G8 doit avancer sur le terrain de la réforme de la gouvernance mondiale et soutenir un changement de paradigme du modèle de croissance économique qui donne la priorité aux gens. Les initiatives du G20 et du G8 en faveur d'une Charte mondiale pour une activité économique durable et d'une norme mondiale sur les principes de convenance, d'intégrité et de transparence incorporant les Principes directeurs de l'OCDE à l'attention des entreprises multinationales, pourraient contribuer à bâtir une croissance économique mondiale plus solide, plus juste et plus respectueuse de l'environnement. Le programme de l'OIT sur le travail décent doit être au cœur de ces initiatives et le directeur général de cette organisation doit être invité au sommet du G8.
- **Développement :** Les dirigeants du G8 doivent faire davantage d'efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé (y compris en matière de VIH/SIDA), de l'eau et de l'égalité des sexes, en investissant dans des services publics de qualité. Cela implique de combler le manque général de personnel dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Ils doivent, en outre, honorer leur engagement, réitéré par plusieurs pays à Gleneagles, en 2005, d'allouer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) et d'augmenter le montant de cette aide en faveur de l'Afrique. Ils doivent assurer leur soutien aux programmes de relance expansionniste dans les pays en développement, conformément aux engagements du G20, ainsi qu'au retrait de la conditionnalité économique, qui est néfaste.
- **Changement climatique :** Les dirigeants du G8 doivent ouvrir la voie à un accord ambitieux lors de la Conférence des États parties (COP) de Copenhague prévue en 2009. Ce traité devra prévoir des actions en faveur des emplois verts, le financement de l'aide aux pays en développement et le soutien aux stratégies de « transition juste » incluses dans le texte de négociation de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC).

4. Le renforcement des mécanismes de dialogue social et de convention collective est de toute évidence un atout pour permettre de résoudre cette crise. De plus, les travailleurs doivent avoir leur place dans les principaux forums de prise de décision, y compris le Conseil de stabilité financière (FSB). Les dirigeants du G8 doivent veiller à ce que le FSB établisse un mécanisme de consultation des partenaires sociaux, afin que les opinions de ceux-ci soient intégrées dans ses travaux.

5. Une transparence totale et la communication d'informations sont également nécessaires. Nous appelons le G8 à mettre en place un mécanisme de responsabilité, afin de veiller à ce que les dirigeants du G8 respectent leurs engagements et rendent compte de tous les progrès et conséquences qui en découlent, y compris d'un point de vue qui tienne compte des différences entre les sexes.

6. Au-delà de la réponse immédiate à la crise, lorsque nos économies commenceront à se redresser, les dirigeants du G8 devront veiller à ne pas faire comme si tout redevenait normal.

Alors que la crise a été précipitée par l'avidité et l'incompétence du secteur financier, elle a été sous-tendue par les politiques de privatisation, les inégalités et la dérégulation du marché du travail observées ces dernières décennies. Au lieu de planifier des « stratégies de sortie » qui ne sont qu'une version plus brutale de politiques passées ayant échoué, il est nécessaire d'élaborer un nouveau modèle de développement économique qui soit économiquement efficace, socialement juste et environnementalement durable. Ce modèle doit permettre de rééquilibrer l'économie entre l'économie financière et l'économie réelle, le droit du travail et le capital, les pays enregistrant un excédent commercial et ceux enregistrant un déficit et, enfin, les pays industrialisés et les pays en développement. Ce modèle doit avant tout mettre fin aux politiques ayant généré de considérables inégalités entre et au sein des nations, durant ces deux dernières décennies. Cela nécessite un changement de paradigme dans l'élaboration de politiques et l'adoption d'une approche dite « priorité aux gens ». Les organisations de Global Unions sont prêtes à jouer leur rôle dans la construction de cet avenir plus juste et durable.

ANNEXE II : DÉCLARATIONS AU SOMMET DU G8 À L'AQUILA

DECLARATIONS	DATE	URL
<u>G8 Leaders Declaration: Responsible Leadership for a Sustainable Future</u>	8 th July 2009	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_Declaration_08_07_09_final_2.pdf
<u>Annex: "G8 Preliminary Accountability Report"</u>	8 th July 2009	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_Preliminary_Accountability_Report_8.7.09,0.pdf
<u>Political Issues</u>	8 th July 2009	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/1._G8_Political_issues,0.pdf
<u>L'Aquila Statement on Non-Proliferation</u>	8 th July 2009	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/2._LAquila_Statent_on_Non_proliferation,0.pdf
<u>G8 Declaration on Counter-Terrorism</u>	8 th July 2009	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/3._G8_Declaration_on_Counter_Terrorism,0.pdf
<u>Joint Declaration: Promoting the Global Agenda</u>	9 th July 2009	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_G5_Joint_Declaration,0.pdf
<u>ANNEX 1: HDP Concluding Report</u>	9 th July 2009	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/06_Annex_1__HDP_Concluding_0.pdf
<u>ANNEX 2: The Agenda of Heiligendamm - L'Aquila Process (HAP)</u>	9 th July 2009	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/06_Annex_2__Concept_Note_on_HAP,0.pdf
<u>Declaration of the Leaders the Major Economies Forum on Energy and Climate</u>	9 th July	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/MEF_Declaration1,0.pdf
<u>Statement: A Stronger G8-Africa Partnership on Water and Sanitation</u>	10 th July	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/1._Joint_Statement_G8_-_Africa_on_Water_and_Sanitation%5b1%5d,0.pdf
<u>Chair Summary of the G8-Africa session at the G8 L'Aquila Summit</u>	10 th July	http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/3._Chair_Summary_G8-Africa_session%5b1%5d,0.pdf

ANNEXE III : RAPPORTS DU SOMMET DU G8 À L'AQUILA

REPORTS	DATE	URL
<u>G8 Intellectual Property Experts Group Meeting</u>	9 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/ITALY%20G8%20IPEG%20Final%20Report,0.pdf</u>
<u>G8 Report on Peacekeeping/Peacebuilding</u>	9 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/PK_PB__Report,0.pdf</u>
<u>Progress Report on the implementation of the G8 Water Action Plan</u>	9 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/Water_Group,0.pdf</u>
<u>G8 Education Experts Report 2009</u>	9 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_Education_Experts,2.pdf</u>
<u>Report on the G8 Global Partnership</u>	9 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/REPORT_ON_THE_G8_GLOBAL_PARTNERSHIP,2.pdf</u>
<u>ANNEX A: GPWG Annual Report 2009, Consolidated Report Data</u>	9 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/Annex_A_Consolidated_Data_Sheets,0.pdf</u>
<u>ANNEX B: Recommendations for a coordinated approach in the field of Global Weapons of Mass Destruction knowledge proliferation and scientist engagement</u>	9 th July	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/Annex_B,2.pdf</u>
<u>G8 Health Experts Report and Accountability</u>	10 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_Health_Experts_Report_and_Accountability,0.pdf</u>
<u>G8 Efforts towards Global Food Security</u>	10 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_Report_Global_Food_Security,0.pdf</u>
<u>Accountability Report Implementation Review of G8 Anti-Corruption Commitments</u>	10 th July 2009	<u>http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/2009_Accountability_Report_Final%5b1%5d,0.pdf</u>